



Confédération Nationale des Travailleuses - Solidarité Ouvrière

Fédération des Travailleuses de l'Éducation et de la Recherche

Septembre 2022 : rentrer en lutte !

Rarement une rentrée n'aura suscité autant de craintes. A peine redescendu de jet ski, Macron se met en scène pour tenter de désamorcer les nombreuses crises en cours. Notre secteur n'est pas en reste avec un président en première ligne et un ministre en mode SAV. Mais derrière la gravité de déclarations sur la « fin de l'abondance et de l'insouciance », pas de remise en question : la macronie mise toujours sur les mêmes recettes libérales. **A nous de nous y opposer !**

Un système éducatif qui craque !

Symboliquement, le nouveau ministre Ndiaye fait sa rentrée à Créteil dans une « cellule » créée cet été afin de pallier aux « difficultés de recrutement ». Il affirme qu'au 1er septembre il y aura un professeur devant chaque classe. **La vérité, c'est qu'on fait face à la plus grande crise de recrutement dans l'éducation depuis plusieurs dizaines d'années !**

Officiellement c'est **4000 postes** qui n'ont toujours pas été pourvus ! De l'aveu même du ministre « l'école n'est plus attractive », et pour cause : les gouvernements successifs n'ont pas cessé de taper dessus depuis des années et aujourd'hui elle est à l'os ! **Leurs solutions : des speed dating pour recruter des enseignant·es en vingt minutes !** Mais de qui se moque-t-on ? **Les concours ne permettent plus de recruter et la formation disparaît peu à peu** : la qualité de l'enseignement s'en ressent et comme chaque année on aura droit aux larmes de crocodiles des éditocrates se lamentant parce que « le niveau baisse ». Les solutions existent, les moyens que nous demandons sont parfaitement trouvables : le « quoi qu'il en coûte » l'a prouvé.

Il faut dès la rentrée se mobiliser pour exiger :

- **une grand plan de recrutement et de formation**
- **la titularisation des précaires**
- **l'augmentation des salaires de l'ensemble des personnels**
- **un plan d'urgence pour l'École avec des moyens matériels et humains (créations massives de postes : administratifs, psy-EN, assistant·es de service social, infirmier·ères et médecins scolaires, AESH et vie scolaire...)**

La fuite en avant libérale continue !

Macron et le ministre de l'Éducation Nationale entendent renforcer l'autonomie des écoles et des établissements. L'expérimentation marseillaise pourrait être généralisée. Si on ne les arrête pas on se dirige droit vers une compétition entre les établissements avec des financements et recrutements locaux. L'école du tri social à de beaux jours devant elle avec la macronie. Cette « révolution » managériale (loi Rhilac, expérimentation marseillaise, projets CLA, auto-évaluation des établissements...) **détruit nos statuts et nos métiers.**

Le chantage sur d'éventuelles augmentations de rémunération en fonction de missions supplémentaires est tout simplement inacceptable !

La soumission du lycée professionnel au patronat doit également être combattue ! Suppressions possibles de filières dans un futur proche, augmentation du volume des stages... Nous ne voulons pas non plus de représentant·es du patronat dans les CA !

L'éducation mobilisée avec tous·tes les salarié·es !

Après l'été de toutes les crises, doit-on redouter la rentrée de la pénurie ? **NON !** **Construisons un mouvement social d'ampleur !**

Comme l'ensemble des travailleurs et travailleuses, nous sommes tout autant concerné·es par la problématique de la vie chère et des salaires, avec une revalorisation du point d'indice nettement en dessous de l'inflation après une décennie de gel et des annonces ne portant que sur la seule revalorisation des débuts de carrière des enseignant·es pour septembre 2023 !

Cette inflation sans précédent et les pénuries qui augmentent sont un moteur de luttes pour les salaires et la répartition des richesses, actuellement captées par une minorité de profiteurs. On le voit ces jours-ci au Royaume-Uni avec des mobilisations remarquables et offensives qui surprennent une bourgeoisie apeurée.

Les travailleur·euses de l'éducation doivent s'inscrire dans ce combat global avec nos revendications sectorielles en parallèle. La répartition égalitaire des richesses concerne tout autant les salaires que ce que nous mettons dans les « communs », services indispensables à tous·tes : Éducation, Santé, Transport...



Mobilisons-nous pour bâtir obtenir des moyens humains et matériels pour une école émancipatrice ! Mobilisons-nous pour nos salaires et nos conditions de travail ! Cette rentrée est décisive et nous devons répondre collectivement : ensemble construisons la grève et sa généralisation !

CNT-Solidarité Ouvrière

Éducation / Recherche

fede.educ.public@cnt-so.org

f EducationCNTSO

t educationso



www.cnt-so.org